Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET DU LOGEMENT

VILLE

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au montant de l'aide de l'Etat dans le cadre du dispositif « emplois francs », au modèle de la demande d'aide et à la déclaration d'actualisation

NOR : *VILV1314069A*

Le ministre de l'économie et des finances, la ministre de l'égalité des territoires et du logement, le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et le ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement, chargé de la ville,

Vu le décret n° 2013-549 du 26 juin 2013 relatif à l'expérimentation d'emplois francs,

Arrêtent :

Art. 1er. – L'aide de l'Etat prévue à l'article 1er du décret du 26 juin 2013 susvisé est d'un montant total de 5 000 € et fait l'objet de deux versements d'un montant de 2 500 € chacun.

Art. 2. – Le modèle de la demande d'aide mentionné à l'article 6 du même décret est défini en annexe au présent arrêté.

Art. 3. – Pour le premier versement de l'aide, la déclaration d'actualisation mentionnée à l'article 7 du même décret doit être renvoyée par l'employeur à Pôle emploi, accompagnée du dernier bulletin de salaire, dans le mois qui suit la fin de la période d'essai ou, si la notification d'attribution de l'aide est postérieure à la fin de la période d'essai, dans le mois qui suit la réception de cette notification.

Pour le second versement de l'aide, une nouvelle déclaration d'actualisation doit être renvoyée par l'employeur à Pôle emploi, accompagnée du dernier bulletin de salaire, dans le mois qui suit la fin du dixième mois d'exécution du contrat de travail.

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 26 juin 2013.

Le ministre délégué
auprès de la ministre de l'égalité des territoires
et du logement, chargé de la ville,
François Lamy

Le ministre de l'économie et des finances,
Pierre Moscovici

La ministre de l'égalité des territoires
et du logement,
Cécile Duflot

Le ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et du dialogue social,
Michel Sapin

Le ministre délégué
auprès du ministre de l'économie et des finances,
chargé du budget,
Bernard Cazeneuve

ANNEXE

pôle emploi

DEMANDE D'AIDE
DISPOSITIF EXPERIMENTAL « EMPLOIS FRANCS »

Aide entreprise

Employeur

- Entreprise (raison sociale) : _____ Code APE/NAF : |_|_|_|_|_|
- N° SIRET: |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Effectif de l'entreprise : |_|_|_|
- N° de cotisant *(cf. notice)* Urssaf ❒ MSA ❒ ou autre ❒ |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
- Nom du correspondant : _____
- Adresse de correspondance : n° |_|_|_| rue ou voie : _____
- Complément d'adresse : _____
- Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____
- Tél.: |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Courriel : _____

Salarié en CDI à temps complet

- Nom : _____ Prénom : _____
- Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_| Nationalité : France ❒ Union Européenne (UE) ❒ Autre ❒
- Numéro d'inscription au répertoire INSEE (NIR) : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| |_|_|
- Adresse personnelle : n° |_|_|_| rue ou voie _____
- Complément d'adresse _____
- Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____
- Code quartier ZUS *(cf. notice ❶)* : |_|_|_|_|_|_|_| Le salarié réside à cette adresse depuis le : |_|_|_|_|_|_|_|_|
- Tél. personnel : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Courriel : _____
- Situation «professionnelle» avant la signature du contrat ou statut précédent *(cf. notice ❷)* : |_|_|
- N° Identifiant à Pôle emploi : |_|_|_|_|_|_|_|_| Dernière inscription le : |_|_|_|_|_|_|_|_|
- Si le salarié est suivi par une mission locale, depuis combien de temps (en mois): |_|_|_|
- Niveau de formation à l'entrée dans l'entreprise *(cf. notice ❸)* : |_|
- Date d'obtention dernier diplôme : |_|_|_|_|_|_|_|_|
- Date d'embauche en CDI *(1er jour travaillé)* : |_|_|_|_|_|_|_|_| Date de fin de période d'essai : |_|_|_|_|_|_|_|_|
- Si le CDI est un contrat de professionnalisation, cochez la case : ❒
- Salaire mensuel brut : _____ € Emploi occupé *(cf. notice ❹)* : |_|_|

L'employeur ou son représentant,

- certifie :
  - l'exactitude des renseignements portés sur la présente demande ;
  - avoir vérifié l'éligibilité du jeune au dispositif emplois francs ;
- déclare sur l'honneur :
  - n'avoir pas procédé, dans les six mois qui précèdent l'embauche, à un licenciement pour motif économique sur le poste pourvu par le recrutement ;
  - que le titulaire du contrat n'a pas appartenu à l'effectif de l'entreprise au cours des six derniers mois précédant son embauche ;
  - ne pas bénéficier, pour l'emploi du même salarié, d'une autre aide de l'Etat à l'emploi (hormis l'allègement de charges patronales sur les bas et moyens salaires dite « réduction Fillon » et les aides liées au contrat de professionnalisation) ;
  - avoir pris connaissance des conditions générales figurant dans la notice jointe et s'engage à les respecter, notamment celle d'être à jour de ses obligations déclaratives et de paiement à l'égard des organismes de recouvrement des cotisations et des contributions de sécurité sociale ou d'assurance chômage, et autorise Pôle emploi à interroger lesdits organismes aux fins de vérification ;
- s'engage :
  - à informer le salarié du bénéfice de l'aide associée au dispositif expérimental emplois francs, ainsi que de la communication et du traitement des données personnelles ;
  - à tenir à disposition de Pôle emploi tout document permettant de contrôler l'exactitude de ses déclarations sous peine de remboursement total de l'aide.

Fait à _____, le |_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature *(Nom et qualité du signataire)* :

Cachet de l'entreprise :

« Les données recueillies dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique permettant de verser à l'employeur l'aide destinée aux emplois francs. Elles font l'objet d'une communication au ministère chargé de l'emploi. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée s'exerce auprès de Pôle emploi services. Le droit d'opposition ne s'applique à ce traitement ».

Feuillet à adresser à Pôle emploi services
TSA 43836 - 92891 NANTERRE CEDEX 9
Tél. : 39 95 (0,15 €/min)